

## CRISE POLITIQUE EN WALLONIE

# Di Rupo prêt à faire voter les militants...

## L'arme absolue du président : donner la parole à la base lors d'un congrès !

**L**es hasards du calendrier font parfois bien les choses. Ou très mal, c'est selon. Les vœux de la Fédération liégeoise du PS, ce samedi matin à Seraing, tombent à un moment on ne peut plus délicat pour Elio Di Rupo. Qui va tenter d'éviter une guerre des tranchées avec les Liégeois...

Sûr, Elio Di Rupo ne sera pas accueilli avec des roses ce matin à Seraing. Le président du PS et ses généraux les plus influents (Laurette Onkelinx et Paul Magnette) ont lancé une charge très puissante contre Stéphane Moreau et plus largement, contre certaines pratiques en cours à la Fédération liégeoise du PS : manque de transparence dans les rémunérations dans les intercommunales. Ce matin, derrière les sourires, les accolades et les chants de façade, l'ambiance sera extrêmement électrique.

**PUISSANTS ET RICHES LIÉGEAIS**  
Car Liège, ce n'est pas une pièce rapportée au sein du PS wallon, mais la Fédération la plus puissante en termes de militants et de moyens financiers.

Et même si Elio Di Rupo entend bien faire le ménage contre « les nouveaux parvenus » à la sauce Publifin, il sait

qu'il devra utiliser des pinces et tout l'art de la diplomatie pour éviter une guerre des tranchées.

Puissants, les Liégeois sont aussi par essence principautaires, et n'aiment guère que le sommet du parti vienne fourrer son nez dans leurs affaires. «*Mais ici, il faut agir, l'affaire est trop grave et mortifère électoralement, avec le PTB à nos trousses, on se demande si les Liégeois se rendent compte de la gravité de la situation*», nous dit un ténor hennuyer du PS. «*Elio Di Rupo est furieux, on passe notre temps à défendre la Sécurité et les plus faibles au parlement face à la N-VA et pendant ce temps-là, certains socialistes liégeois se font tranquillement de l'or en barre*», poursuit un parlementaire.

### MARCOURT CIBLE...MAGNETTE

Mais à Liège, on ne lâchera pas le morceau aussi facilement. Le ministre wallon Jean-Claude Marcourt a tenu un langage ambigu hier. D'un côté, il s'est

### Dans les faits, les Liégeois veulent gagner du temps

fait le relais des préoccupations d'Elio Di Rupo... mais sans vraiment lâcher ses amis liégeois.

En demandant que l'on tranche aussi le cumul ministre-bourgmestre, il cible directement trois autres membres du gouvernement wallon : Paul Magnette, Paul

Furlan et Maxime Prévot. Ambiance...

Mais dans les faits, les Liégeois veulent gagner du temps. Marcourt demande un débat global et un report du choix pour Stéphane Moreau après les élections communales, en 2018. «*Il faut trancher vite, on ne peut pas aller aux élections avec tous ces cumulés, c'est offrir la*

*victoire au PTB*

*sur un plateau d'argent, les*

*Liégeois*

*devraient*

*être les*

*premiers*

*à comprendre*

*, poursuit*

*un ténor*

*hennuyer.*

Et Di Rupo dispose

de plusieurs atouts

dans sa

manche. Tout

d'abord, les

(faibles)

résultats du PS liégeois lors des dernières législatives. «*Cinq députés et une tête de liste (NDLR : Willy Demeyer) battue en voix de préférence par Daniel Bacquelaine (MR), c'est grave*», enchaîne un proche du président. L'autre atout, qu'Elio Di Rupo ne sortira qu'en dernier ressort, c'est l'arme du congrès. «*On demande-*

*rait aux militants de trancher sur les mandats et les rémunérations, et d'après ce que j'en sais, ils sont écoeurés par cette affaire Publifin*», poursuit ce proche. «*Elio tentera la voie diplomatique, notamment via Jean-Claude Marcourt, mais si les Liégeois font barrage, il passera avec l'appui des militants*», conclut cette source. ●

DEMETRIO SCAGLIOLA

### Notre opinion

## PS : mission impossible...ou presque

**Demetrio Scagliola**

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Pour le PS, le scandale Publifin et la guerre froide qui s'annonce entre le parti et son aile liégeoise tombe au plus mauvais moment. Sondages déprimants, manque de clarté dans la ligne du parti, menace réelle

du PTB dans les classes populaires et les bastions traditionnels...

La tâche s'annonçait déjà très difficile pour Elio Di Rupo avant l'explosion de la bombe Publifin. Mais dans ce contexte, le parti ne peut plus se permettre une guerre intestine qui pourrait lui être fatale en octobre 2018, lors des élections communales et l'année suivante pour les législatives.

Elio Di Rupo, alors jeune militant, a connu les ravages de la guerre des clans Cools-Spitaels contre Van Cau-Happart à la fin des années 80. Et il sait que la partie

s'annonce extrêmement difficile.

Les Liégeois vont tout faire pour conserver leur autonomie et — avouons-le — leurs privilèges financiers. Or, c'est justement en région liégeoise que la présence et la pression du PTB est la plus forte pour les socialistes. Et que le contraste entre les riches rémunérations des élus PS (mais aussi du MR et du cdH) et le train de vie très « social » de responsables du parti d'extrême gauche est le plus

criant.

Bref, Elio Di Rupo va devoir convaincre ses camarades liégeois de poser un geste très fort avant les élections... sans faire exploser un conflit interne qui ruinerait le dernier mandat du président et l'avenir du premier parti wallon. Mission impossible... ou presque.

**Dès lundi, le président déposera ses propositions au bureau du parti**

## Elio Di Rupo sera aux vœux du PS liégeois

Bonne année et bonne santé ? Ce samedi, la Fédération liégeoise du PS organise ses vœux au terme d'une semaine mouvementée pour les camarades de la Cité ardente, en proie à l'ouragan médiatique qui souffle sur Publifin.

Laurette Onkelinx et Paul Magnette ne seront pas présents. Les deux ténors socialistes ont secoué jeudi leurs camarades liégeois, et plus encore Stéphane Moreau, le patron de Nethys, accablé de tous les maux. Le président du parti, Elio Di Rupo, sera par contre bien présent ce samedi matin à Seraing.

« Il s'était engagé depuis longtemps à y aller et il tiendra son engagement, surtout pour aller soutenir les militants liégeois dans le contexte difficile qu'ils vivent actuellement », précise la porte-parole du parti.

Et ce sera déjà tout. Pour le reste, on renvoie aux déclarations du président faites jeudi, en rappelant son intention de venir rapidement avec des propositions concrètes pour régler cette situation injustifiable.

On a appris, à bonne source, qu'Elio Di Rupo viendra déjà lundi, au bureau de parti, avec des propositions. Comme celle fixant le décumul de certaines fonctions, obligeant un bourgmestre ou un échevin à choisir entre son écharpe et sa fonction dans une entreprise fonctionnant avec des capitaux publics. Proposition taillée sur mesure pour forcer Stéphane Moreau à choisir entre son mandat de bourgmestre d'Ans et sa fonction d'administrateur-délégué chez Nethys ? Tout le monde l'a compris, chuchote-t-on dans les couloirs socialistes, mais la mesure sera générale et vaudra

aussi pour d'autres mandataires publics... Et pas seulement au PS ?

### IL FAUT UN CONGRÈS

« Cela, on verra plus tard. Ce qui nous intéresse, c'est d'avancer le plus vite possible en interne », se dit-il au PS. D'autres mesures, comme celle fixant un forfait (150€ brut par séance) pour toute rémunération d'administrateurs d'intercommunales (il existerait un accord avec le cdH), seront discutées la semaine prochaine entre groupes politiques au Parlement wallon. Même si le bureau approuve lundi la proposition de décumul, elle n'entrera en vigueur qu'après la tenue d'un congrès de parti. Cela nécessite en effet une modification des statuts. ●

DIDIER SWYSEN

**Jean-Claude Marcourt, ministre wallon et ténor de la Fédé**

## « Le PS liégeois n'est pas sous pression »

↳ M. Marcourt, comme ministre wallon et poids lourd de la Fédération liégeoise du PS, quel regard portez-vous sur cette affaire Publifin ?

Ce qui est arrivé chez Publifin n'est pas acceptable. Celui qui gère le bien public doit être plus attentif. Et les plus aguerris auraient dû faire attention à l'inadéquation entre les rémunérations touchées par les membres des comités de sec-teurs et le travail fourni. Certes, cela était légal, mais c'est aussi immoral.

↳ La Flandre s'est saisie de ça pour souligner le retour des « affaires » au sud du pays...

Au travers de cette affaire, alors qu'en Wallonie les règles sont les plus strictes, nous sommes navrés de se voir ainsi mis en cause. Je le redis : nos règles à ce sujet sont plus strictes qu'en Flandre ou qu'à Bruxelles. Ceci étant, nous devons écouter l'air du temps. Ce qui était possible avant ne l'est plus forcément aujourd'hui.

↳ Elio Di Rupo, Laurette Onkelinx et même Paul Magnette se sont tous exprimés pour plus de

transparence. La fédération liégeoise du PS est-elle sous la pression du boulevard de l'Empereur ?

Non, la Fédération n'est pas sous pression. J'étais ce jeudi aux réunions avec les présidents de partis et les ministres wallons, et il n'y a aucune pression sur la Fédé. Au contraire, celle-ci se veut être transparente. La sortie d'Elio Di Rupo peut être dans une évolution collective des règles du cumul des fonctions.

↳ Votre avis sur les propos de Laurette Onkelinx, appelant clairement Stéphane Moreau à choisir entre Nethys et Ans ?

La sortie de Laurette Onkelinx est inappropriée en ce sens que ce n'est pas Moreau qui est à la manœuvre chez Publifin ! On doit clarifier les règles, mais

pour tous. Il n'y a pas de problème « Moreau » en tant que tel. Mais une évolution des règles à avoir de manière globale sur les interdictions de cumuls. On peut aussi s'interroger sur le cumul bourgmestre-ministre de la même manière...

↳ Interdire le cumul des fonctions de bourgmestre avec la direction d'une entreprise fonctionnant avec des capitaux publics, vous êtes pour ?

Je suis pour une réflexion pour dire stop au mélange des genres. Il faut clarifier les choses et nous allons des règles qui seront mises en œuvre et nous soutiendrons toute évolution positive.

↳ Donc, Stéphane Moreau devra-t-il choisir ?

Il devra se conformer aux règles quand elles passeront, bien évidemment. Après, le faire anticipativement, c'est un choix personnel selon ce qu'on pense qui est le mieux pour apaiser la situation.

Mais je le dis et le rappelle : Stéphane Moreau n'est pas à la manœuvre chez Publifin. C'est au niveau de l'éthique et de la transparence d'un système que l'on doit travailler, pas de ma-

nière individualisée.

↳ La Fédé pourrait elle-même prendre des initiatives en ce sens ?

Je suis pour, et je vais d'ailleurs le proposer, que la Fédération liégeoise du Parti socialiste tienne un cadastre avec les noms de ses mandataires, les fonctions publiques qu'ils occupent et les rémunérations qui y sont liées. Ce serait un mieux, pour plus de transparence. De plus, la Fédé s'inscrit dans la lignée de ce que le parti veut faire.

Propos recueillis par Gaspard Grosjean

## Analyse

## Quatre enjeux anti-liégeois cachés

L'affaire Publifin, on le sait, est au départ un problème éthique : on a payé des mandataires politiques pour ne rien faire, ou très peu. Mais elle débordait désormais de partout et certains en profitent pour régler leurs comptes. Autant savoir pour mieux comprendre.

### 1. La jalousie des nombreuses autres communes francophones

Lors de la libéralisation du câble il y a 10 ans, les huit intercommunales wallonnes et bruxelloises du secteur avaient sur la table une offre de rachat de l'opérateur flamand Telenet.

L'ALE-Télévis (ancêtre de Publi-

fin) a fait le pari inverse et a proposé le marché suivant :

« *Nous allons emprunter (NDLR : 375 millions) pour acheter votre réseau. Comme cela nous conserverons l'activité en Wallonie.* »

Les sept autres intercommunales ont été heureuses de toucher de l'argent à l'époque, mais aujourd'hui, c'est fini.

Alors que Nethys fournira encore durant de nombreuses années de beaux dividendes aux communes actionnaires liégeoises. Ce qui a engendré une certaine jalousie.

### 2. L'opposition exacerbée entre le PS du Hainaut et celui de Liège

Depuis la retraite d'André Cools, quasi tous les prési-

dents du PS proviennent du Hainaut. Plus aucun de la fédération liégeoise qui est pourtant la plus importante. La dernière présidence du

gouvernement wallon a encore été confiée à Paul Magnette, alors que l'homme fort de la Région est le Liégeois Jean-Claude Marcourt. Au fil des ans, s'est accumulée une certaine rancœur du côté liégeois et une forme de repli sur soi. L'actuel président Di Rupo vieillissant ne parvient plus à contenir le phénomène. D'où les soutiens apportés hier par Laurette Onkelinx (qui, du même coup, en a oublié ses racines) et de Paul Magnette.

### 3. L'avenir économique de l'assureur Ethias se joue en toile de fond

Un enjeu économique se cache aussi derrière ces manœuvres de dénigrement de Publifin. La société d'assurances Ethias, basée à Liège, a besoin d'être recapitalisée et seul Nethys serait capable de l'aider, dans le but de conserver ses 1.000 emplois à Liège. Seulement voilà, pour des raisons dogmatiques, le gouvernement fédéral de droite préférerait la vendre au privé ou bien l'adosser à

la banque fédérale Belfius, plutôt que de la laisser encore aux mains

du PS liégeois.

### 4. La Flandre en fait ses choux gras, tout bénéfice pour la NVA

C'est la première fois depuis l'assassinat d'André Cools il y a 25 ans qu'on associait à nouveau le mot « mafia » à celui de « Liège ». Le politologue liégeois qui en est l'auteur l'a fait de manière totalement exagérée et sans aucune preuve à l'appui. Mais il était trop tard, le mal était fait et la presse flamande s'est engouffrée dans la brèche pour rappeler hier à tous ses lecteurs que « l'Etat PS wallon » était vraiment infréquentable. Tout bénéfice pour devinez qui...

Certes Nethys doit absolument se réformer pour assurer plus de transparence. Mais il ne faut pas non plus vouloir sa chute car les conséquences sur ses 3.000 emplois, pour la plupart en région liégeoise, seraient énormes. Et la position de la Wallonie dans le débat communautaire grandement affaiblie. ●

LUC GOCHEL

### Du côté de Liège

## « Dans la ligne d'Elio... »

En terres principautaires, on discute. Dans tous les sens, même. Car si l'on a toujours voulu garder, au sein de la Fédé la plus importante du PS grâce à son nombre de militants, une certaine forme d'indépendance, d'autonomie par rapport au national. Mais là, la donne est quelque peu différente. La pression s'intensifie chaque jour un peu plus. Et si l'on continue à Liège à revendiquer

« l'initiative économique publique », comme le confie ce cacique local, volonté chère à feu André Cools. Cependant, des criantes commencent à être exprimées. « La survie même de Nethys est jeu, on en est là », avance ce membre du « Club des Cinq ».

Un PS liégeois qui craint pour son outil, et qui peste sur ses partenaires MR et cdH, suite aux démis-

sions des deux vice-présidents de Publifin, Virginie Defrang-Firket et Didier Hamers. Un troisième socialiste ose : « Les rats quittent le navire ! »

Et puis arrive forcément le cas de Stéphane Moreau. Ce responsable au sein de la Fédé l'avance : « Ce qu'à dit Elio Di Rupo par rapport aux mesures à prendre, nous y souscrivons, on est dans la ligne. » Et de renchéir aussitôt, à la ques-

tion de savoir si Stéphane Moreau devra dès lors bien trancher entre Ans et Nethys : « Comme toutes les personnes dans une situation similaire. La mesure est globale, elle ne s'adresse pas à une personne. » ●

G.G.